

Conférence de presse du syndicat syndicom sur la privatisation de Swisscom

04 juillet 2024

Discours de Daniel Hügli, responsable du secteur ICT et membre du comité directeur

Mesdames et Messieurs les journalistes,

J'ai le plaisir de vous présenter la position de syndicom sur la structure de propriété de Swisscom. J'exposerai d'abord les arguments qui s'opposent à la vente de parts de la Confédération, puis j'évoquerai les processus politiques à venir.

Aujourd'hui, Swisscom appartient majoritairement à l'État. C'est une bonne chose, car Swisscom est un pilier central du service public en Suisse. L'entreprise fournit des services de télécommunications excellents dans toutes les régions du pays. Du lac Léman au lac de Constance, des crêtes du Jura aux vallées reculées des Grisons. Ces services profitent à nous toutes et tous: que ce soit en souscrivant un abonnement Internet ou de téléphonie mobile, comme travailleur-euse – en particulier en télétravail – ou en tant que PME et grandes entreprises, qui connaissent Swisscom comme un partenaire solide et fiable.

La Confédération, en tant qu'actionnaire majoritaire, garantit à l'entreprise Swisscom la stabilité nécessaire. Grâce à une structure de propriété stable, Swisscom peut investir en permanence dans de nouvelles technologies et dans le développement de nouvelles fibres optiques. Un coup d'œil à l'étranger montre que les entreprises privées orientées vers le rendement n'y parviennent pas. Contrairement à l'Autriche et à l'Allemagne, dont le marché des télécommunications est plus fortement dominé par des entreprises privatisées, ce développement se poursuit à un rythme soutenu en Suisse. Swisscom doit continuer à jouer ce rôle dans l'intérêt du service public et pour le bien-être de la population suisse et de l'économie. Elle le fait avec un grand engagement et avec les recettes de ses activités entrepreneuriales. Chaque année, elle investit près de 2 milliards de francs dans l'infrastructure suisse. De plus, Swisscom est l'un des moteurs de l'innovation sur le marché suisse de la technologie et crée en permanence de nouvelles opportunités pour sa clientèle entrepreneuriale.

Le service public signifie de ne pas placer uniquement les intérêts de profit à court terme au centre de la stratégie d'entreprise. Une prochaine privatisation de Swisscom et la perte de la majorité de la Confédération dans l'entreprise compromettrait le service public.

En tant que propriétaire stable, la Confédération garantit également de bonnes conditions de travail aux quelque 20 000 employé-es du groupe. Dans notre travail syndical quotidien, nous constatons que ces conditions de travail ont valeur d'exemple pour d'autres entreprises des technologies de l'information et de télécommunications. Le partenariat social qui fonctionne bien serait menacé en cas d'abandon de la majorité de la Confédération. Swisscom définit des normes pour les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information dans toute la Suisse. L'entreprise contribue ainsi aussi grandement à créer de la valeur ajoutée en Suisse.

La structure de propriété est du reste également importante du point de vue de la sécurité nationale et de la protection des données. Aussi bien l'armée suisse que les organisations d'intervention d'urgence recourent aux services de télécommunication de Swisscom, car elles savent que la meilleure sécurité possible est garantie. Pour les clients d'entreprises comme les banques, Swisscom propose en outre des services de cloud

avec des serveurs hébergés en Suisse. Si Swisscom passait majoritairement en mains privées, tout cela ne serait plus garanti.

Je passe maintenant au second volet de mon exposé, à savoir aux processus politiques à venir.

L'idée néolibérale de la privatisation du service public, qui date des années 90, a été unanimement rejetée par le peuple. Tout comme les velléités bourgeoises d'abandonner la majorité de la Confédération dans Swisscom: 67% des citoyennes et citoyens rejettent actuellement une privatisation! Nous sommes ravis de constater qu'il n'y a pas de majorité dans aucun camp politique. Le rejet est également clair dans toutes les régions linguistiques.

Pour toutes ces raisons – et avec le soutien du corps électoral – le syndicat syndicom s'oppose à tous les efforts politiques visant à privatiser Swisscom. Ce serait néfaste pour l'infrastructure numérique, pour la sécurité nationale, pour les habitantes et les habitants ainsi que pour nos PME, et cela affaiblit le service public. Mon collègue, le conseiller national David Roth, va revenir dans un instant sur les considérations politiques qui parlent contre une privatisation prochaine. Nous sommes en discussion avec tous les partis politiques sur cette question.

Les membres du syndicat syndicom ont adopté à leur assemblée des délégué-es une résolution qui donne à syndicom la possibilité de lancer un référendum en cas d'étapes ultérieures de privatisation. Nous sommes sereins face à l'éventualité d'une votation, car il n'y a pas de majorité populaire favorable à la privatisation de Swisscom, comme le sondage de gfs.bern le montre de façon impressionnante.

Nous appelons le département fédéral du DETEC et le Parlement à ne pas poursuivre ce projet.